

30 septembre 2011

# Le drame de Nay invité dans le débat politique

TOULOUSE L'Institut pour la justice organisait, hier soir, son troisième débat, en présence des familles Roze et Censier, dans le cadre de son Tour de France pour la justice

« Nous avons vécu la dégradation du système judiciaire, qui nous gangrène aujourd'hui », a lancé hier soir, Joël Censier, lors du débat organisé à Toulouse par l'Institut pour la justice, dans le cadre de son « Tour de France pour la justice ». Une rencontre qui permet certainement au père de Jérémie Censier - tué à coups de couteaux en août 2009 pendant les fêtes de Nay (64) - de poursuivre sa quête de justice, en soutenant l'action d'une association qui se définit elle-même comme « un lobby pour faire peser la voix des victimes dans le débat sur l'avenir de la justice ».

Le Gersois de Saint-Cricq en a profité pour affirmer qu'il déplore « l'erreur commise par un magistrat » et n'espère plus en une sanction juste. La remise en liberté du mineur qui avait avoué le meurtre de Jérémie Censier pour vice de procédure, puis l'annulation avant-hier des procès-verbaux d'audition des prévenus en raison de l'absence d'un avocat lors de la garde à vue, est pour l'association un motif de révolte par excellence. « La justice pléine les victimes. Nous avons besoin de vous pour épargner les familles et sauver des vies », a lancé François Ville, délégué régional de l'Institut pour la justice.

Aux côtés de Joël Censier hier soir, le père de Jérémie Roze. Confiant son « naufrage », l'homme meurtri a seulement constaté la lenteur de la procédure judiciaire. « Je me permets d'ajouter qu'un des coupables était un multirécidiviste », a souligné Xavier Bébin, le délégué général de l'Institut pour la justice, pour qui certains magistrats « inversent les rôles entre victimes et coupables ».

## L'émotion comme vecteur

L'Institut pour la justice se targue d'avoir 400 000 sympathisants, dont le nombre aurait explosé avec l'affaire Laëtitia. Elle revendique son sérieux grâce à la présence d'experts en droit et en psychiatrie au sein de



Une centaine de personnes assistait, hier soir à Toulouse, à la conférence de l'Institut pour la justice. PHOTO A. PARION

## « PESER SUR LES PROPOSITIONS DE 2012 »

« L'Institut pour la Justice, quatre ans d'existence, n'a pas peur de dire qu'il souhaite agir comme un lobby. « Notre but est de faire entendre la voix de toutes ces victimes silencieuses, qui subissent ensuite la double peine de la procédure judiciaire », explique Xavier Bébin, le délégué général. « Nous souhaitons peser sur les propositions de 2012, et faire que la justice se recentre sur sa mission centrale de protection des citoyens. » Parmi les idées concrètes : faire é-

cuter jusqu'au bout les peines de prison ou encore de géolocaliser les délinquants plus souvent, le tout pour éviter la récidive. Et de citer l'exemple de Tony Meilhon, présumé coupable du meurtre de Laëtitia, qui circule sans bracelet électronique, malgré ses treize condamnations. « Il paraît étonnant qu'il y ait seulement 5 000 bracelets électroniques en France, et qu'à peine une cinquantaine soient localisables », a souligné François Ville, délégué régional.

vouloir combattre « les dérives » et réduire le fossé entre « l'élite de la justice et le peuple ». « Nous nous érigons contre les idées préconçues, comme celle de dire que notre pays est très répressif alors que nous sommes en dessous de la moyenne européenne. On parle aussi de la prison comme de l'école du crime, mais si c'est le cas, les détenus arrivent avec leur diplôme déjà en poche ! », a lancé Xavier Bébin.

La centaine de personnes présente dans le public a d'ailleurs beaucoup applaudi les discours et les témoignages. Déjà acquis, pour certains, à la cause, il leur a été proposé de signer le « pacte 2012 pour la justice ». Objectif pour l'Institut : rallier un million de personnes à sa cause pour présenter ensuite ses idées à tous les candidats à la présidentielle.

**Armelle Parion**

l'association, à commencer par son délégué général, criminologue de formation. Mais l'émotion suscitée par les témoignages des familles de victimes est le meilleur vecteur d'empathie. Rien de tel pour faire

adhérer aux idées, sans user de discours politiques.

La structure se déclare apolitique et assure s'adresser avec neutralité à tout l'échiquier. Mais elle flirte avec le populisme, en affirmant